

Programme de travail 2014 du Haut Conseil du commissariat aux comptes

Lors de sa séance du 3 avril 2014, le Haut Conseil a arrêté son programme de travail pour l'année en cours. Ce programme constitue la déclinaison annuelle du plan stratégique triennal 2012-2014 du Haut Conseil.

1. Contrôles qualité

- contrôle d'environ 200 cabinets de commissaires aux comptes détenant des mandats d'entités d'intérêt public (EIP) et de 1160 cabinets ne détenant pas de mandats EIP ;
- suivi, au travers d'indicateurs, de la bonne exécution des contrôles des cabinets EIP et non EIP ;
- mise en œuvre de l'approche par les risques pour les cabinets EIP et sélection de thématiques de contrôle en lien avec l'actualité économique et financière et la coopération européenne et internationale ;
- suivi des recommandations adressées aux cabinets et des mesures d'application mises en œuvre et mesure de l'évolution de la qualité de l'audit ;
- application de l'approche par les risques pour les cabinets non EIP dans le cadre du deuxième cycle de contrôle et approfondissement de thématiques de contrôle en lien avec les faiblesses constatées à l'issue du premier cycle de contrôle ;
- suivi des procédures disciplinaires engagées à la suite des contrôles et des sanctions prononcées ;
- poursuite des contrôles conjoints H3C/PCAOB auprès des cabinets soumis à la surveillance des deux autorités, réalisés dans le cadre du protocole de coopération signé le 31 janvier 2013 et prolongé, le 13 août 2013, jusqu'au 31 juillet 2016.

2. Coopération internationale

- participation aux travaux :
 - o de l'IFIAR (International Forum of Independent Audit Regulators) ;
 - o de l'EAIG (European Audit Inspection Group) ;
 - o de l'EGAIOB (European Group of Audit Oversight Bodies) ;
- contribution, au sein de ces organismes, aux travaux de normalisation de l'audit ;
- identification de sujets pouvant conduire à formaliser des propositions à l'IAASB et à l'IESBA ;
- échanges entre régulateurs de l'audit sur des thèmes d'actualité en lien avec la qualité de l'audit ;

- mise en œuvre des protocoles de coopération signés en 2013 avec les homologues suisse, américain et canadien du H3C. Négociation d'accords avec d'autres homologues, en vue de mieux coordonner l'action des régulateurs de l'audit.

3. Normalisation de l'audit

- contribution à l'homologation des normes d'exercice professionnel et promotion de bonnes pratiques professionnelles ;
- évaluation du cadre existant, à la suite des constats issus des contrôles, des pratiques et analyses recensées auprès des homologues du Haut Conseil ;
- finalisation de l'adaptation de la norme internationale ISA 402 Audit considerations relating to an entity using a service organisation, en concertation avec la CNCC.

4. Respect des règles déontologiques

- contribution à la bonne application du dispositif existant, par la poursuite du traitement des saisines déontologiques adressées au Haut Conseil ;
- évaluation du cadre existant, à la suite des constats issus des contrôles, des saisines adressées au Haut Conseil, des pratiques et analyses recensées auprès des homologues du Haut Conseil ;
- réflexions sur des thèmes spécifiques : notion de réseau au sens de l'article 22 du code de déontologie ; appréciation des dispositions de l'article 19 du code de déontologie au vu de situations pratiques de démission.

5. Réforme de l'audit en Europe

- appréciation du dispositif français au regard des textes européens, notamment :
 - impact de la réforme de l'audit sur le périmètre de la mission légale des commissaires aux comptes, en particulier sur l'encadrement des services non audit ;
 - impact sur la normalisation en France. Contribution aux travaux de mise en cohérence des normes ISA et des NEP ;
 - impact sur les missions du Haut Conseil et sur l'adéquation de son financement ;
- contribution à la mise en place de la réforme et préconisations du Haut Conseil dans le cadre de la transposition des textes en droit national.

6. Actions de communication

- renforcement de la visibilité des actions du Haut Conseil (évolution du site internet, rapports, points presse).